



ASIE/SYRIE - Appel du Jesuit Refugee Service en faveur d'une solution négociée et d'un renforcement du soutien aux réfugiés en marge du lancement de la II^e Conférence de Genève

Damas (Agence Fides) – Exercer des pressions sur le gouvernement syrien et sur l'opposition en vue d'un cessez-le-feu immédiat et d'une solution négociée mais aussi rendre possible l'accès et l'action des organisations humanitaires sur le terrain et augmenter le soutien financier aux réfugiés : telles sont les recommandations que le Jesuit Refugee Service (service des Jésuites pour les réfugiés) fait à la communauté internationale à la veille de la II^e Conférence de Genève, qui débute aujourd'hui et cherchera une solution à la crise syrienne.

Le précieux service rendu par le Jesuit Refugee Service en Syrie se concentre principalement sur deux fronts : des aides d'urgence aux plus nécessiteux et des activités éducatives. De tels efforts entendent favoriser la réconciliation et améliorer la coexistence entre personnes de différente extraction sociale et économique et de fois différentes. Actuellement, le Jesuit Refugee Service en Syrie offre un soutien éducatif et psychosocial à 9.800 enfants et femmes. Au total, environ 200.000 personnes reçoivent des aides de la part du Jesuit Refugee Service à Damas, Homs, Alep et dans les zones côtières de la Syrie.

Dans une note envoyée à Fides, le Jesuit Refugee Service invite la communauté internationale à « accorder la priorité aux efforts diplomatiques afin de concorder une trêve et de parvenir à une solution négociée du conflit. Ce processus – indique le texte – doit comprendre la participation significative de groupes de la société civile syrienne, au-delà des différences sociales, religieuses et ethniques ». En outre, « il faut exercer des pressions sur les belligérants afin qu'ils rendent possibles les opérations humanitaires et qu'ils protègent le personnel portant assistance ». Le Jesuit Refugee Service demande à ce que soit « augmentées les ressources financières destinées aux initiatives humanitaires et que les pays hôtes coopèrent avec les autorités afin de lutter contre la discrimination croissante et la xénophobie ». (PA) (Agence Fides 22/01/2013)